

LesEchos.fr

Sauver l'agriculture française

LES ECHOS | LE 24/02 À 07:00



Sauver l'agriculture française

Au lieu de débattre des prix, on doit déterminer ce que la communauté nationale est prête à payer pour maintenir un tissu social rural dense et respectueux de la nature. En l'orientant vers une agriculture de qualité.

de Jean-Marc Daniel

L'ouverture ce 27 février du Salon de l'agriculture se fait en pleine crise. Les agriculteurs pourchassent leur ministre jusque chez lui pour lui demander de l'aide. Pour l'instant, les pouvoirs publics semblent désespérés. Ils proposent - se proposent ! - de gagner du temps au travers du rééchelonnement des dettes. Mais une pression de plus en plus forte s'exerce sur eux pour qu'ils s'engagent dans la logique d'une fixation administrative généralisée des prix agricoles. Les défenseurs de ce type de mesure mettent en avant non seulement l'intérêt des agriculteurs mais aussi des sondages selon lesquels les Français seraient disposés à payer plus cher leur lait ou leur viande pour soutenir un monde rural à la dérive. Déclarations de principe en fait que ces sondages, car, dans les magasins, les consommateurs restent demandeurs des prix les plus bas possibles. Cette contradiction apparente n'est rien comparée à la contradiction réelle des assertions de nos dirigeants qui accusent Bruxelles, normalement en première ligne en matière agricole, de trop favoriser les consommateurs et d'ignorer les problèmes des producteurs, mais qui affirment simultanément vouloir préserver le pouvoir d'achat de la population. Ne nous payons pas de mots : organiser le maintien de prix agricoles élevés freinerait l'augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble du pays.

Cette contradiction avait déjà été soulevée par le seul prix Nobel d'économie à avoir été récompensé pour ses travaux sur l'agriculture. Il s'agit de Theodore Schultz, qui fut lauréat du prix en 1979. Ce fils de paysan du Dakota du Sud a consacré une longue partie de sa carrière et de ses recherches à l'agriculture. Dans ses travaux, il commence par constater que l'Etat s'est toujours mêlé des problèmes agricoles. D'abord par incompréhension du monde rural, les castes bureaucratiques vivant dans des villes ; ensuite par méfiance vis-à-vis de ce monde rural, peuplé de « jacques » capables d'une violence sans mesure ; enfin par volonté de gérer des stocks de produits afin de lisser les aléas dans le niveau

des récoltes.

Cet interventionnisme étatique a trouvé des soutiens chez nombre d'économistes, même libéraux, comme Alfred Marshall, célèbre professeur de Cambridge à la fin du XIX^e siècle et grand défenseur des mécanismes de marché, qui constatait qu'il y a en matière agricole une **asymétrie d'information** entre le producteur et le consommateur. En effet, l'offre est déterminée par le prix au moment de la semence, alors que la demande l'est par les quantités au moment de la récolte, soit un an plus tard. De ce décalage dans le temps il concluait à l'impossibilité de laisser fonctionner de façon totalement libre les marchés agricoles.

Mais Theodore Schultz a balayé toutes ces considérations et conclu à la nécessité de laisser le marché régler les problèmes agricoles. Pour lui, il est absurde de se méfier des paysans et il est ridicule de les sous-estimer. Ce sont des entrepreneurs à part entière dans un secteur qui, depuis le milieu du XVIII^e siècle, a fait des gains de productivité considérables. Schultz défend donc l'idée qu'il faut laisser les prix se fixer librement afin que, par le mécanisme de leur baisse, les consommateurs bénéficient de ces gains de productivité.

En revanche, on doit considérer que, par leur présence large sur le territoire et par leur contact immédiat avec la nature, les paysans rendent des services considérables à la société. Il propose d'accepter en matière agricole la logique concurrentielle, tout en la complétant par une évaluation des externalités positives du monde rural.

En pratique, cela signifie de combiner liberté des prix et subventions calculées sur la base des surfaces et, surtout, des méthodes de culture. Depuis les réformes de la PAC du début des années 1990 - les réformes dites Mac Sharry, du nom du commissaire européen de l'époque en charge des problèmes agricoles - l'Europe a décidé de s'orienter dans ce sens. Ainsi, en 2014, aux quelque 30 milliards d'euros de **valeur ajoutée** liés à la production sont venus s'ajouter 8 milliards de subvention.

L'enjeu de l'agriculture française est de maintenir sa qualité, qui lui permet de dégager le deuxième excédent commercial du pays - environ 10 milliards d'euros. Cette logique de la qualité est particulièrement forte et réussie dans le domaine viticole, où la production française n'est plus la première en quantité mais la première en valeur compte tenu du haut niveau de prix la concernant. Pour continuer à être un atout économique, il faut que l'agriculture française accepte des mutations, à la fois sur le plan technique pour faire des gains de productivité et dans le choix des productions pour se spécialiser dans les secteurs où elle a de solides avantages comparatifs. Cela est possible dès lors que l'on ajoute au **chiffre d'affaires** des agriculteurs la prise en compte des externalités pour obtenir leur revenu total. Ce qui signifie concrètement que, au lieu de débattre des prix, les pouvoirs publics et les syndicats devraient débattre de ce que la collectivité est prête à payer pour le maintien d'un tissu social rural relativement dense et pour la préservation de la nature, missions qui constituent une composante tout à fait estimable de la vie et de l'action des paysans.

Jean-Marc Daniel

Jean-Marc Daniel est professeur d'économie à l'ESCP Europe. ●